TABLE DES MATIÈRES

Préface.....9

Sommaire.....11

Principales Abréviations.....13

Introduction.....15

PREMIÈRE PARTIE
L'UTILITÉ DU DROIT D'USUFRUIT
DANS LES RÈGLEMENTS PÉCUNIAIRES FAMILIAUX

TITRE I - L'utilité liée à l'efficacité de l'usufruit dans les règlements pécuniaires familiaux.....45

Chapitre I - L'efficacité de l'usufruit liée à sa nature de droit réel.....47
Section 1 - L'indépendance de l'usufruit par rapport à la nue-propriété.....48
Sous section 1 : L'usufruit, un droit autonome sur la chose.....49
§1. L'autonomie issue de la construction des démembrements de droit.....49
A. L'analyse classique du démembrement de propriété.....50
B. L'analyse renouvelée des démembrements de droit.....57
§2. L'autonomie issue de l'absence d'indivision entre l'usufruit et la nue-propriété.....64
A. La justification de l'absence d'indivision.....65
B. Les conséquences de l'absence d'indivision.....69
Sous section 2 : L'usufruit, un droit direct sur la chose.....75
§1. La qualification de droit réel du droit d'usufruit.....75
A. L'analyse du droit d'usufruit au regard des débats relatifs à la classification des droits réels.....76
B. Le critère de qualification des droits réels.....86
§2. Les implications de la qualification de droit réel sur le régime de l'usufruit.....89
A. L'utilisation directe de la chose.....90
B. La liberté de cession du droit d'usufruit.....106
C. Les discussions relatives au domaine d'application du droit d'usufruit.....113
Section 2 - L'opposabilité renforcée du droit d'usufruit.....120
§1. L'application au droit d'usufruit des prérogatives des droits réels.....123
A. La caractérisation d'un droit de suite.....123
B. La caractérisation d'un droit de préférence.....126
§2. L'application au droit d'usufruit de l'opposabilité spécifique des droits réels.....127
A. L'affirmation de la supériorité de l'opposabilité des droits réels.....128

B. Les interférences des règles de publicité avec l'opposabilité des droits réels 132
Conclusion du chapitre I 136

Chapitre II - L'efficacité de l'usufruit liée au jeu de la subrogation réelle ...139
Section 1 - L'appréciation du jeu de la subrogation réelle sur les biens isolés 141
§1. La stabilité apparente du droit d'usufruit issue du jeu de la subrogation réelle 141
A. L'objectif de conservation du droit 142
B. Le mécanisme de remplacement de l'objet du droit 148
§2. La perturbation induite par la subrogation réelle inhérente au droit d'usufruit 152
A. La substitution d'un quasi-usufruit à un droit d'usufruit ordinaire 152
B. Le nécessaire cantonnement du jeu de la subrogation réelle en matière d'usufruit 154
Section 2 - L'appréciation du jeu de la subrogation réelle dans les masses de biens 157
§1. Les implications particulières de la subrogation réelle dans le cadre des masses de biens 158
A. Le rattachement d'un bien à une masse de biens 159
B. La reconnaissance à l'usufruitier d'une liberté de gestion de la masse de biens 160
§2. Les objections à l'application de la subrogation réelle aux masses de biens 161
A. Des conséquences techniques justifiables par la fongibilité des biens 162
B. Des conséquences techniques justifiables par la notion de patrimoine d'affectation 164
Conclusion du chapitre II 166

Conclusion du titre I 167

TITRE II - L'utilité liée à l'adaptabilité de l'usufruit aux règlements pécuniaires familiaux 169

Chapitre I - L'adaptabilité liée à la flexibilité de la durée de l'usufruit 171
Section 1 - Les implications du caractère viager de l'usufruit sur les règlements pécuniaires familiaux 173
§1. Les implications juridiques 174
A. L'adaptation du droit patrimonial de la famille 174
B. La paralysie du droit patrimonial de la famille 190
§2. Les implications économiques 197
A. Les difficultés d'évaluation de l'usufruit envisagé en lui-même 198
B. Les difficultés de comparaison entre masses de biens 205
Section 2 - La portée du caractère viager de l'usufruit dans les règlements pécuniaires familiaux 219
§1. Le caractère non nécessairement viager du droit d'usufruit 219
A. Le principe du caractère viager du droit d'usufruit 220
B. Le rejet du caractère d'ordre public du terme viager 240
§2. L'aménagement de la durée du droit d'usufruit 243

A. La recherche de la maîtrise de l'aléa du droit d'usufruit 244
B. La recherche de la pérennisation du droit d'usufruit.....250
Conclusion du chapitre I.....281

Chapitre II - L'adaptabilité liée à la diversité des besoins patrimoniaux satisfaits par l'usufruit 283
Section 1 - Le besoin classique : l'organisation des solidarités pécuniaires familiales 284
§1. L'usufruit comme remède à l'impécuniosité familiale.....286
A. Le rôle alimentaire prépondérant 286
B. Le rôle secondaire de rémunération de l'assistance familiale.....292
§2. Les mutations du rôle de solidarité pécuniaire de l'usufruit 303
A. Le droit d'usufruit participant au maintien du cadre de vie.....304
B. Le droit d'usufruit contribuant à l'exécution d'obligations légales.....310
Section 2 - Le besoin nouveau : l'organisation des stratégies patrimoniales familiales 317
§1. L'instrumentalisation de l'usufruit à des fins d'amélioration patrimoniale.....317
A. Le droit d'usufruit, instrument de maîtrise des règles fiscales 318
B. Le droit d'usufruit, instrument de maîtrise des règles de dévolution successorale 328
§2. Les limites à l'instrumentalisation de l'usufruit à des fins d'amélioration patrimoniale.....334
A. Les limites issues du droit fiscal 335
B. Les limites issues du droit patrimonial de la famille.....348
Conclusion du chapitre II 357

Conclusion du titre II 357

Conclusion de la première partie 359

DEUXIÈME PARTIE
L'OBSTACLE DES POUVOIRS DE L'USUFRUITIER AUX RÈGLEMENTS PÉCUNIAIRES FAMILIAUX

TITRE I - L'absence d'articulation des pouvoirs, obstacle aux règlements pécuniaires familiaux.....367

Chapitre I - L'absence de caractérisation des relations juridiques entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....369
Section 1 - La négation par le droit positif des liens d'obligations entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....370
§1. La démonstration de l'existence d'obligations entre l'usufruitier et le nu-propriétaire 370
A. La justification des obligations par une divergence d'intérêts entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....371
B. La justification des obligations par la protection des intérêts particuliers de l'usufruitier et du nu-propriétaire.....373
§2. L'identification de la nature des obligations entre l'usufruitier et le nu-propriétaire 386
A. Les données de la qualification des obligations 386
B. La teneur de la qualification des obligations 393

Section 2 - Les implications de la reconnaissance des relations d'obligations sur le droit d'usufruit 396
§1. Les implications sur le régime du droit d'usufruit.....397
A. L'existence de rapports de créancier et de débiteur entre l'usufruitier et le nu-propriétaire 397
B. Le rapprochement du régime de l'usufruit avec d'autres techniques du droit.....401
§2. Les implications sur la nature du droit d'usufruit.....406
A. L'identification de la nature duale du droit d'usufruit.....406
B. La caractérisation de la nature des droits réels sur un bien dont un autre a la propriété 408
Conclusion du chapitre I.....414

Chapitre II - L'absence de délimitation des pouvoirs de l'usufruitier 417
Section 1 - Le caractère imprécis de la répartition des pouvoirs 418
§1. Les faiblesses du critère de répartition tiré de la théorie des démembrements de droit.....418
A. L' éclatement du fructus et de l'usus 419
B. L'éclatement de l'abusus 427
§2. Les faiblesses du critère de répartition tiré de la gravité des actes 431
A. L'inadaptation du critère traditionnel tiré de la gravité des actes 431
B. L'approfondissement du critère tiré de l'utilité des actes 439
Section 2 - Le caractère conflictuel de la répartition des pouvoirs.....443
§1. Les risques d'opposition entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....445
A. L'aggravation des risques d'opposition dans les hypothèses d'intervention conjointe.....445
B. L'aggravation des risques d'opposition par l'absence de solution pacificatrice efficace.....452
§2. Les risques de dépassement de pouvoir entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....463
A. L'aggravation des risques de dépassement de pouvoir pour les biens nécessitant une gestion dynamique.....464
B. La fragilisation des relations contractuelles par le risque de dépassement de pouvoir.....478
Conclusion du chapitre II 486

Conclusion du titre I.....487

TITRE II - L'absence de collaboration, obstacle aux règlements pécuniaires familiaux.....489

Chapitre I - Le rejet du cloisonnement des pouvoirs, obtacle aux règlements pécuniaires familiaux.....491
Section 1 - L'inadaptation du cloisonnement des pouvoirs entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.....492
§1. Les faiblesses du principe de non-ingérence.....492
A. Le principe de non-ingérence.....492
B. Les limites du principe de non-ingérence 496
§ 2; L'échec d'une répartition équitable des charges.....502
A. Les règles de répartition des charges 502
B. Les lacunes de la répartition des charges.....509

Section 2 - La nécessité d'une coopération entre l'usufruitier et le nu-propriétaire 521
§1. Une coopération imposée par une communauté d'intérêts 521
A. Une communauté d'intérêts caractérisée entre l'usufruitier et le nu-propriétaire 522
B. Une communauté d'intérêts en passe d'être reconnue par le droit positif 528
§ 2. Une coopération encouragée par le droit patrimonial de la famille 530
A. Une coopération organisée par les règles de gestion de l'indivision 531
B. Une coopération pouvant s'inspirer des règles de gestion des régimes matrimoniaux 536
Conclusion du chapitre I 541

Chapitre II - Le recours aux aménagements des pouvoirs, pacificateur des règlements pécuniaires familiaux 543
Section 1 - Les modalités de l'aménagement des pouvoirs 544
§1. Les objectifs poursuivis par les aménagements des pouvoirs 545
A. La prévention des risques d'immobilisme 545
B. La prévision d'obligations équilibrées 548
§2 - Les moyens techniques exploitables par les aménagements des pouvoirs 550
A. Le contexte favorable du droit patrimonial de la famille 550
B. Le recours au droit des sociétés 553
C. L'exploitation de la liberté conventionnelle 563
Section 2 - La portée de l'aménagement des pouvoirs 573
§1. Des aménagements circonscrits par le respect des règles d'ordre public 573
A. La teneur des règles d'ordre public dans le cadre de l'organisation des pouvoirs de l'usufruitier 575
B. portée de l'ordre public dans le cadre de l'organisation des pouvoirs de l'usufruitier 583
§2. Des aménagements soumis au régime des conventions 589
A. Des aménagements soumis au caractère prévisionnel des conventions 590
B. Des aménagements soumis au risque d'inexécution des conventions 593
Conclusion du chapitre II 597

Conclusion du titre II 597

Conclusion de la seconde partie 599

Conclusion générale 601

Bibliographie 607

Index alphabétique 637

Table des matières 647